



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
22 novembre 2018

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

À QUAND LES « GILETS ROUGES » ?

Et si c'était le début de la bagarre sociale générale contre les riches, du monde du travail contre le capital ? Justement, sans laisser le champ libre aux politiciens de droite et d'extrême droite. Ce samedi 17 novembre, bien des colères se sont exprimées. De façon brouillonne, et même parfois contradictoire ? Peut-être. Il n'empêche, les membres invisibles de la société ont su, avec leurs gilets de haute visibilité, montrer aux yeux de tous qu'ils relèvent la tête et refusent de se laisser écraser par Macron.

Et ce n'était sans doute qu'un début. Des 287 000 manifestants du samedi, il restait plusieurs dizaines de milliers le lendemain. L'intervention des CRS n'a pas toujours réussi à évacuer les blocages. À Quimper, elle a même provoqué une véritable petite émeute.

Contre les taxes... et tout le reste

Pour l'instant, ce sont les taxes de toutes sortes qui focalisent la colère. À juste titre : qu'on soit smicard, voire chômeur, on paie autant que le millionnaire. Aussi, quand le gouvernement joue les écologistes du dimanche en augmentant la taxe sur le carburant TICPE, il condamne de fait les pauvres à rester chez eux ou marcher à pied, et réserve le droit de polluer aux riches.

Mais sur les blocages, le prix du gasoil n'est que la goutte d'eau de trop dans un océan d'injustices. On y dénonce aussi le coût exorbitant du logement, les hivers chauffés au minimum, bref la vie chère. Confusément ou non, c'est l'augmentation des salaires, des retraites, des allocations chômage qui est mise à l'ordre du jour. « *Vivre, pas survivre* », reprennent plusieurs banderoles. Comment y arriver, sinon en portant tous les revenus à un minimum de 1 800 euros net par mois ?

Comment continuer ?

« *Samedi, par une grande manifestation à Paris* », affirment les uns, et puis tous les week-ends ensuite. « *En bloquant toute la semaine* », répondent les autres. Certains disent même : « *les 3x8 à l'usine, on est habitués ; il faut faire les 3x8 de la lutte : 8 heures de boulot, 8 heures de repos et 8 heures de blocage* ».

Ce lundi, bien des gilets jaunes espèrent que les routiers se joindront au mouvement en mettant les camions en travers des routes. Mais si les patrons du

secteur dirigent la manœuvre, ils pourront tout à fait s'entendre avec le gouvernement sur une exonération de taxes renforcée pour eux, et lâcher le mouvement. Certains gilets jaunes évoquent ouvertement ce risque. Avec raison car c'est ce que tente la ministre des Transports, Elisabeth Borne. En revanche, si les chauffeurs salariés se mettaient en grève pour leurs salaires, ils pourraient se trouver dans la même vague ouvrière qui pourrait déferler sur bien des entreprises. La grève, c'est aussi ce qui donne du temps pour s'organiser, préparer et mener des actions. C'est ce qui touche le système capitaliste là où cela lui fait le plus mal : le profit. Oui, la contestation des gilets jaunes doit déboucher sur une lutte de tous les travailleurs, celle précisément dont ne veulent surtout pas les défenseurs du patronat comme Wauquiez ou Le Pen.

Pour ne pas laisser l'extrême droite parader, aux travailleurs de s'organiser pour gagner !

Le gouvernement fustige avec mépris un prétendu manque d'organisation du mouvement. Ce qui le gêne en fait, c'est l'absence de leader identifié avec qui négocier un compromis pourri. Et ça, on ne peut que s'en féliciter. Mais pour remporter la victoire, aux travailleurs de prendre la tête et d'organiser la colère. C'est le seul moyen d'empêcher les démagogues de droite et d'extrême droite de dévoyer la contestation et d'en faire leur marchepied électoral.

Aux travailleurs, en particulier dans les entreprises, là où se joue l'exploitation quotidienne, de s'organiser et de prendre des initiatives. Si des comités contre la vie chère y fleurissaient, ils pourraient tout à la fois prendre la tête des blocages filtrants et des rassemblements en organisant des relais avec les collègues mais aussi les travailleurs des autres entreprises, ou isolés, tout en incitant ceux qui ne bougent pas encore à participer et préparer la grève. En gilets rouges.

Gilets rouges à PSA Poissy ?...

À PSA Poissy, la séance de travail prévue samedi 17 novembre a été annulée. Peu avant, la CGT du site avait lancé un appel à la grève. La direction n'a pas voulu vérifier qui des grévistes ou des ronds-points bloqués empêcherait le plus la production de sortir.

Match retour samedi prochain...

...et à PSA Mulhouse ?

À PSA Mulhouse, malgré les blocages prévus par les gilets jaunes, la direction a maintenu le travail samedi 17. Lorsque 3 syndicats de l'usine ont appelé à faire grève, elle a continué à s'entêter. La veille, elle avait organisé une série de briefings pour intimider les salariés et s'assurer de leur présence samedi.

L'objectif était de produire quelles que soient les conséquences pour les salariés. Peine perdue, il y a eu beaucoup d'absents.

PSA se cache derrière son petit doigt

La direction vient d'annoncer aux 320 salariés de PSA Saint-Ouen la fermeture de leur site pour mars 2021. C'est, dit-elle, la faute de l'État qui veut y construire un hôpital. Mensonge ! Ça fait des années que PSA réduit les effectifs de l'usine, en appelant ça cyniquement « décroissance pilotée ». Maintenant elle prétend qu'elle va reclasser tout le monde. Aller à Poissy, ça ne va pas être simple, être muté en province, impossible pour beaucoup. Le reclassement made in PSA, on a vu ce que ça a donné à Aulnay... beaucoup se sont retrouvés sans emploi et sans plus recevoir le chômage.

Si les ouvriers de PSA Saint-Ouen veulent un avenir ils devront mettre la pression à PSA avec la solidarité active d'autres ouvriers de PSA ou d'ailleurs.

PSA Saint-Ouen : se battre et s'adresser à d'autres

Des salariés de PSA Saint-Ouen se sont réunis et ont commencé à avancer des revendications : départ en pré-retraites dès 50 ans, 50 000 € d'indemnité pour un reclassement interne au groupe (avec un vrai poste, pas dans un placard ou un siège éjectable), 120 000 € pour quitter PSA avec une vraie embauche en CDI dans une autre entreprise (la passage à Pôle Emploi, ils n'en veulent pas). La direction veut fermer le site, c'est donc à elle de se débrouiller pour trouver un vrai reclassement, pas faire simplement de la com' pour les médias ou du bricolage.

Vous n'avez pas de quoi faire le plein ? Le 1^{er} ministre répond « Changez de voiture ! »

Dès mercredi 14 novembre, sentant venir la montée de la colère, Édouard Philippe a annoncé un

ensemble de mesurées. Parmi elles, une « *super prime* » à la casse de 4 000 euros. Mais attention, uniquement pour mettre au rebut un véhicule diesel d'avant 2001, quitte à acheter d'occasion un autre diesel plus récent ! Pour l'écologie, on repassera. Quant à acheter une voiture neuve hybride ou basse consommation, cela coûte bien plus que 4 000 euros !

Nombre de manifestants ne se sont pas privés de dire, devant les caméras, le ridicule d'une telle proposition qui marque surtout le mépris des dirigeants pour les réalités quotidiennes des classes populaires.

Faites ce que je dis, pas ce que je fais

Le PDG de Renault-Nissan, Carlos Ghosn, a été mis en état d'arrestation ce lundi au Japon. Il aurait déclaré une rémunération de 5 milliards de yens (38,82 millions d'euros) au lieu du double.

Pendant que nous payons nos impôts et que nous voyons les taxes augmenter, les plus riches patrons de la planète ne paient pas les leurs.



Le scandale de l'immobilier insalubre

Après l'effondrement de deux immeubles vétustes à Marseille, faisant huit morts, **8 000 personnes ont défilé** au centre-ville mercredi 14 novembre, pour protester contre l'inertie du maire. La Ville et la préfecture ont bien été obligées de commencer à se réveiller : 180 signalements et 21 arrêtés de péril émis, 452 habitants du quartier Noailles évacués précipitamment... mais qui attendent toujours d'être relogés dans des logements sociaux.

Ces derniers manquent, à Marseille comme ailleurs, obligeant les plus pauvres à vivre dans des appartements devenus insalubres par la négligence des propriétaires. Ceux-là mêmes qui les donnent en pâture aux promoteurs pour en faire des habitations pour riches. Face à la colère des habitants, plusieurs élus – **eux-mêmes propriétaires véreux**, et non des moindres – ont dû démissionner. Il serait temps qu'on leur fasse mettre définitivement la clé sous la porte !

La lutte paie

Les enseignants de Guyane étaient comme leurs collègues de métropole en grève lundi 12 novembre. Mais contrairement à eux, ils n'ont pas repris le travail de la semaine, et ils ont bloqué le rectorat. Bien leur en a pris. Le vendredi suivant, le recteur couchait les pouces sur presque toutes les revendications, dont la **création près de 300 postes** d'enseignants et d'administratifs.